L'Anarcho-Syndicaliste n°38
mars 1964
Union des Anarcho-Syndicalistes

DES DIRES...ET DES FAITS:

LA C.G.T. FRAPPE... LES SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES.

"Le plan de stabilisation sera maintenu jusqu'à une date indéterminée", telle fut la réponse anticipée de Pompidou à la grève des travailleurs de l'Etat du 18 mars.

"Il faut moderniser notre industrie, notre économie doit s'orienter vers la recherche des prix compétitifs". Il s'agit d'une politique conséquente et intelligente de la bourgeoisie française. En mai, entrera en application l'abaissement des barrières protectionnistes françaises selon les dispositions du *"Kennedy-round".*

"Les prix compétitifs", dans le cadre d'une concurrence internationale acharnée, ne peuvent être obtenus que par la diminution des prix de revient, d'une part en modernisant la production, en employant 3 ouvriers sans qualification particulière là où travaillaient 10 P3, en licenciant massivement comme à St NAZAIRE, dans les mines lorraines, à CREIL, chez NEYRPIC, chez BULL, chez E.B.Y., chez RHENEMECA, chez SIMCA. D'autre part, en bloquant les salaires d'une façon générale, la masse des chômeurs, chaque jour grossie de nouveaux licenciés, permettant d'ailleurs de renforcer cette pression sur les salaires.

Pour réaliser sans anicroche cette politique, pour éviter que des réactions intempestives de'la main d'oeuvre" puissent, se généralisant, remettre en cause "le Plan", il convient d'jy inxégrer les organisations syndicales.

Le nombre des sièges réservés aux syndicalistes dans les organismes du "Vème plan sera doublé"

Les conclusions de la commission Toutee stipulent "un contrat" entre l*Etat et les syndicats de fonctionnairesfendant la durée duquel le recours à la grève serait exclu et les litiges tranchés par juridiction administrative ; Quant aux salaires, seul l'Etat en fixera la masse globale, les syndicats des diverses catégories de fonctionnaires gardant la latitude de s1 entredéchirer lors de la réparti-tion des aumônes.

Dans le cadre de la *"réforme administrative"*, ces pourrissoirs qu'étaient les Comités d'Expansion économique vont devenir, par décret, les appendices du Commissariat au Plan, sous l'autorité directe des préfets. Leur composition a été strictement codifiée par le gouvernement (1/4 d'élus locaux désignés par les Conseils Généraux, 1/4 de personnalités nommées par le 1er ministre,1/2 de représentants des syndicats patronaux et ouvriers.

Ces comités, chapeautés par une *"commission régionale de développement économique"*, participeront de façon effective, assure-t-on, à l'élaboration du Vème Plan.

Tout se tient!

REACTIONS OUVRIERES: LES TRAMINOTS NANTAIS.

Ici et là, des luttes sévères, isolées et limitées, témoignent que les travailleurs ne subissent pas sans réagir, que leur combativité est intacte, que leurs forces sont disponibles pour une action coordonnée.

Ces motifs d'espoir n'ont bénéficiés d'auctine publicité dans la grande presse bourgeoise ou ouvrière.

Ainsi, le 5 décembre, par 135 voix contre 50 les traminots nantais, s'engageaient dans une grève illimitée qui devait durer 39 jours.

Pendant 39 jours, tous les matins, un piquet de grève fut organisé de 5 h à 7 h 30, une réunion de chaque syndicat (C.G.T., F.O., C.F.T.C.) à 8 h, une intersyndicale à 9 h, une assemblée générale à 10 h.

Les collectes rapportèrent 12 millions d'anciens francs. Les 24 bus conduits par des cadres et quelques *"jaunes"*, mis en circulation le 4 janvier sous protection policière, furent en grande partie boycotés par les usagers.

Quant, le 12 janvier, les traminots reprirent le travail, ils n'avaient obtenu qu'une augmentation mensuelle uniforme de 1.800 A.F., plus quelques primes. Pourtant, ils rentraient la tête haute, ils avaient conscience d'avoir fait reculer la coalition qui misait sur leur capitulation pure et simple.

Car, au cours de cette grève, les traminots eurent contre eux : leur patron, la municipalité, les pouvoirs publics (intervention des camions militaires pour remplacer les bus), mais aussi l'appareil de la C.F.T.C. et de la C.G.T.

Qu'on en juge: la C.G.T. et la C.F.T.C. proposaient la revendication de 140 à 180 F (hiérarchisés) mensuels, avec, comme moyen d'action des grèves de 24 H. A l'Assemblée Générale du 5 décembre, les traminots rejetaient ce moyen d'action sans mesure avec une telle revendication et décidaient la grève illimitée. Les responsables C.G.T. s'y opposèrent et furent désavoués.

Le 20 décembre, en commission de conciliation, le délégué C.G.T. accepte la reprise du travail contre la proposition patronale d'une prime annuelle de 30 F. Il est désavoué le lendemain par l'Assemblée Générale qui décide (par 261 voix contre 65 et 9 nuls) la poursuite de l'action, malgré les exhortations des responsables C.G.T. et C.F.T.C.

A. Hébert intervient à ce moment dans l'action, à l'appel du syndicat F.O. des traminots, et déclare: *"Nous savons qu'il faudra trouver un compromis pour terminer le conflit, mais il y a une marge entre ce compromis à rechercher et l'acceptation pure et simple des conditions de la direction. Nous sommes placés devant l'épreuve de force, mais celle-ci constitue un test pour l'ensemble de la classe ouvrière..."*

Le 23 décembre le service d'entretien reprend le travail à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.T.C., et le directeur félicite la délégué C.G.T. pour *"son attitude conciliatrice"* (il n'y a presque pas de syndiqués F.O. dans ce service).

Le 3 janvier, l'U.D.- F.O. lance un mot d'ordre de grève de solidarité à tous les transports nantais; les Ü.D. C.G.T. et C.F.T.C. refusent de s'y associer.

Ce même jour, les syndicalistes révolutionnaires de Nantes organisent une réunion de militants qui décide de publier par tracts et dans la presse locale un texte où:
"Les militants syndicalistes dont les noms suivent... affirment que le mouvement des traminots nantais est un aspect important de la lutte d'ensemble de la classe ouvrière dans sa résistance à la politique gouvernementale... déclarent qu'aujourd'nui s'impose une action générale interprofessionnelle apportant la solidarité active des travailleurs nantais... demandent que rapidement les responsables des U.L. et U.D. organisent un débrayage de 24 h avec rassemblement central de tous les travailleurs".

Le 6 janvier, alors que la C.G.T. et la C.F.T.C. appellent à la reprise du travail et sont à nouveau désavoués par 191 voix contre 60 (à bulletin secret), A. HEBERT propose l'organisation d'un meeting central de tous les travailleurs nantais. La C.F.T.C. tergiverse, le secrétaire de l'U.D.-C.G.T. s'y oppose. Toutefois la manifestation est décidée je pour le 8.

Malgré les manoeuvres de la C.G.T. (comme ce tract de la section C.G.T. des Batignolles qui déclarait: *"les conditions ne sont pas remplies pour une participation massive des travailleurs des Batignolles aux meetings organisés par non Unions Locales..."* la manifestation du 8 janvier fut un succès: 8.000 travailleurs défilent et chantent l'Internationale sous les grilles de la mairie. (l'Humanité sera contrainte de signaler pour la première fois, le 8 janvier, l'existence d'une grève de traminots à Nantes).

C'est le lendemain que la C.G.T. et la C.F.T.C., en dernier recours, décidaient de rompre l'unité

d'action jusqu'alors imposée par la démocratie régnant aux Assemblées Générales.

Le matin, l'Assemblée Générale avait refusé de se plier aux exigences de la Direction, qui, n'acceptant de traiter qu'avec les représentants des syndicats de traminots, refusait de recevoir les représentants des U.L.

Problème d'importance, et général, au moment où la bourgeoisie et ses alliés tentent d'institutionaliser, comme interlocuteur exclusif, la *"section syndicale d'entreprise".*

Dans l'après midi du 9 Janvier, en violation du mandat de l'A.G., les délégués des syndicats de traminots C.G.T. et C.F.T.C. se font recevoir seuls par le patron, et s'engagent au secret jusqu'à l'A.G. du lendemain.

Dénoncés par HEBERT, hués par les traminots, les responsables C.G.T. et C.F.T.C. se prononcent pour la reprise du travail. Après un vote à bulletin secret, HEBERT, mandaté par les trois syndicats, déclarera: *"La majorité pour la continuation de la grève est trop faible, vous devez rentrer tous ensemble, en bon ordre".*

Certes, les résultats obtenus ne permettent pas de crier victoire, mais la direction et les pouvoirs publics ont reculé, mais la capitulation escomptée par la C.G.T. et la C.F.T.C. n'a pas eu lieu, mais pendant 39 jours 400 traminots ont déshabillé de leur démagogie verbale les appareils de la C.G.T. et de la C.F.T.C.

Le tract de contre-vérités et de calomnies contre Hébert *("qui a joué la carte de diviseur")* largement diffusé les jours suivants par l'U.D.-C.G.T. ne fut d'ailleurs pas distribué parmi les traminots C.G.T.!

SAINT-MARS-LA-JAILLE

Le mois suivant, dans une petite localité de Loire-Atlantique (2.000 habitants, à St Mars-LA JAILLE, 250 ouvriers de l'entreprise BRAUD (Machines agricoles) partaient en grève contre les conditions d'exploitation féodale qui leur étaient faites.

Le patron, maire du pays, conseiller général, avait monté un syndicat-maison, le S.I.P.E.B., qui lui permettait de faire régner une politique de répression et de mouchardage s'étendant jusque dans la vie publique des travailleurs.

Se méfiant les uns des autres, ces ouvriers d'origine paysanne s'organisèrent clandestinement, découvrant spontanément les méthodes de cloisonnement.

La grève commencée le 10 février, dura 3 semaines; peu importe la plate-forme, les slogans très simples résument les motifs de la grève: *"Vive la liberté, à bas la dictature"*. Un gars de St MARS déclare: *"On veut se faire respecter?".*

Là aussi, piquet de grève et Assemblée générale de grévistes ont lieu chaque jour. Les paysans prêtent un hangar pour les réunions. Les grévistes défilent dans les rues de St MARS derrière un mannequin pendu représentant le S.I.P.E.B. Une réunion commune est organisée avec les paysans auxquels HEBERT démontre, dans un climat de compréhension, la communauté d'intérêts des ouvriers et des paysans victimes du capitalisme.

Les derniers jours, des pierres volent dans les vitres, le gardien ne doit son salut qu'à la fuite, on parle de décrocher les fusils de chasse.

C'est alors que Mr BRAUD juge plus prudent de se départir de sa superbe arrogance.

Après 3 semaines de grève, 250 ouvriers de St MARS obtiennent la liberté syndicale; c'est tout. Ils ont conscience d'avoir remporté une vraie victoire; car dans la conjoncture présente, il s'agit sans doute

davantage, contrairement aux apparences, d'une lutte d'avant-garde que du simple rattrapage de 60 années de retard.

CHEZ RENAULT

Sous des formes différentes, d'autres signes montrent que les travailleurs n'ont pas renoncé, qu'ils rejettent les campagnes de démoralisation, s'interrogent sur la politique des organisations, savent exprimer leur critique.

Ne lit-on pas dans le bulletin du 30 Octobre du militant C.G.T. Renault:
"Il faut cependant reconnaître que, par leur caractère, les luttes catégorielles ou corporatives des professionnels, estompent la réalité de l'exploitation capitaliste en n'y recherchant comme remède que l'augmentation des coefficients et la revalorisation de telle ou telle catégorie. Elles aboutissent en l'absence d'une plate-forme revendicative générale, solide, à opposer à l'inflation monétaire, l'inflation des coefficients, sans résoudre le problème du pouvoir d'achat. C'est comme si les travailleurs s'acharnaient à vouloir grimper un escalier roulant descendant".

Précisons que le n° suivant repassait sous le contrôle du P.C. et faisait à nouveau l'apologie des grèves tournantes.

LES DIRECTIONS SYNDICALES

Quelles réponses, quelles perspectives apportent les directions syndicales aux travailleurs dont une partie vient de faire grève ce 18 mars sans grand enthousiasme parce que sans illusion ni sur les résultats immédiats ni sur l'éventualité d'une rupture des dirigeants syndicaux avec le pouvoir?

Le lendemain, les représentants syndicaux répondaient aux convocations de Pompidou, pour discuter non pas des salaires mais de la réalisation des projets Toutée et Massé.

Tous sesont rendus chez Pompidou, la C.F.T.C. qui trouve que le projet Toutée n'est pas assez précis, F.O. qui émet des *"réserves"*, la C.G.T. qui se déclare contre mais se félicite d'etre reçue à Matignon.

Déjà la C.F.T.C. désigne ses représentants, qui ont doublé, au Commissariat au Vème Plan. Les autres ne parlent aucunement de s'en retirer.

Personne non plus à la direction de la C.G.T. et de F.O. (sans compter la C.F.T.C. qui réclame depuis longtemps des Conseils Economiques régionaux) n'a encore annoncé le boycott des Comités d'Expansion nouvelle formule.

A SAINT-NAZAIRE (où les responsables des trois U.L. sont bien d'accord pour évincer le *"diviseur"* HEBERT) s'est constitué un *"Comité de défense de l'Emploi"* qui réunit *"sans exclusive"*: les 3 U.L., C.G.T., F.O., C.F.T.C., la F.E.N., la C.G.C., le P.C.F., la S.P.I.O., le P.S.U., le M.R.P, les maires réactionnaires Dubois et Sambron, le représentant de la bourgeoisie nazairienne TISSOT, président de la Chambre de Commerce...

Ce qui valu cette réaction de la C.A. unanime de l'U.D. - F.O. réunie à NANTES le 21.1.64:
"La C.A. de l'U.D. déclare que la lutte contre le chômage ne sera efficace que dans la mesure où elle se situera, d'abord et avant tout, sur le seul terrain de la défense des intérêts de la classe ouvrière.
Par ailleurs, fidèle à sa volonté d'indépendance à l'égard de tous groupements extérieurs au mouvement syndical, la C.A. de l'U.D.-F.O. déclare qu'elle ne participera sous aucun prétexte à un cartel qui serait élargi à des Organisations politiques ou autres.
Par contre, elle s'affirme prêt à donner son concours le plus entier à toute action qui serait décidée, organisée et dirigée par les seules organisations syndicales qui ont participé à la réunion du 23 Janvier 1964 (C.G.T.F.O. - C.G.T. - C.F.T.C. - F.E.N. - F.D.S.E.A.- U.N.E.F)".

Et celle-ci de la Fédération de Loire -Atlantique du P.C.F.:
"La large union réalisée à St NAZAIRE est un atout sérieux dans la bataille engagée. Nous nous félicitons de la création du Comité de Défense..." (17-2-64)

L'avenir dira qui a raison!

"Unité" encore entre les appareils C.F.T.C., C.G.T. et F.O. qui ont signé en commun aux *"Plastiques de ROUBAIX"* un accord type association capital-travail sous la formule de la *"section syndicale d'entreprise".*

L'accord reconnaît *"au personnel une participation plus grande à la marche de l'entreprise en l'associant aux décisions"*. Il prévoit 8 jours de préavis (rappelons que la loi anti-grève on exige 5). D'autre part *"sur présentation d'un document écrit émanant des organisations signataires"* la direction paiera les militants assistant au congrès syndical. Enfin *"la productivité n'entraînera ni chômage, ni licenciement dans le cas d'une conjoncture normale"*, il est clair que, par le fait, les signataires ont engagé leur responsabilité pour le cas d'une *"conjoncture anormale"*!

C'est au sujet de cet accord que la C.A. de la C.G.T. déclare (22/1/64) : *"les résultats obtenus à ROUBAIX constituent un pas nouveau vers ce que la C.G.T. réclame depuis longtemps..."*

LES PHRASES DE LA C.G.T.

La politique des directions syndicales comporte pour elles un risque: le bon sens des ouvriers. Pour faire avaler de telles couleuvres la C.G.T. a décidé une vaste opération en deux tableaux.

Côté face: un article de Frachon dans l'Humanité (diffusé en tracts à BORDEAUX), un communiqué de la Fédération des Métaux C.G.T. dans l'Humanité du 19 Février, une conférence de presse de Breteau, secrétaire de la Fédération des Métaux, dans l'Humanité du 20 Février, un communiqué de la C.A. de la C.G.T. dans l'Humanité du 27 février.

Après une analyse correcte de la situation: *"Patronat et pouvoir veulent faire payer aux travailleurs les difficultés qui découlent du régime capitaliste... Cette période est caractérisée par une offensive généralisée du pouvoir et du patronat contre les conditions de vie et de travail, les droits acquis et les libertés syndicales et démocratiques mais également par un développement des luttes revendicatives".*

La C.G.T. aborde les moyens d'action: la C.A. prend acte *"de la profondeur du mouvement d'unité qui existe au sein de la classe ouvrière et des possibilités de faire échec à l'attaque du Patronat et du Pouvoir... Elle considère que le mouvement syndical dispose des moyens nécessaires pour donner un véritable caractère de masse à l'action à mener et porter cette action à un niveau plus élevé..."*

Est-ce à dire que la C.G.T. abandonnant la tactique désastreuse des grèves courtes répétées, tournantes, par atelier, s'orienterait vers les mouvements d'ensemble?

Examinons de plus près: *"Chaque travailleur de la métallurgie doit être convaincu que toute action entreprise dans les usines, quelle qu'en soit la forme, fait partie de la lutte d'ensemble menée par deux millions de travailleurs de la métallurgie contre l'attaque générale du patronat et du pouvoir."*

Il est vrai que la remontée se fera probablement par la multiplication, la coordination, et la généralisation des luttes partielles, dures mais positives, sur des objectifs accessibles, plutôt que par des grèves générales de 24 h décidées bureaucratiquemont, à froid, sans autre caractère que celui d'un alibi ou d'une soupape de sûreté.

Mais il est parfaitement faux que *"toute action"* participe de la lutte d'ensemble quand elle se fait, par entreprise, sur des mots d'ordre généraux offensifs tels que ceux définis par la Fédération des Métaux (40 heures, retraite à 60 ans, augmentation des salaires, extension des droits syndicaux...)

Il est encore plus faux de dire que *"quelle qu'en soit la forme"* ces actions ouvrent la perspective d'une lutte d'ensemble.

La tactique de la C.G.T. est habile et perfide, spéculant sur la démoralisation des travailleurs, l'appareil qui tient à garder le contrôle (*"il s'agit de donner confiance aux travailleurs"* déclare Breteau), continuera à fragmenter les combativités dans des grèves tournantes, sur des mots d'ordre généraux, par atelier, tout en persuadant qu'il s'agit d'une lutte d'ensemble.

Mais la tactique n'est pas sans danger pour l'appareil, car le mot lancé peut faire son chemin dans les esprits: tôt ou tard, ici ou là, des militants les plus lucides demanderont des comptes au sujet de cette *"lutte d'ensemble"* qu'on leur fait miroiter!

L'appareil y a pensé, c'est le côté pile: *"Il s'agit d'empêcher les manoeuvres quelles qu'elles soient et d'où qu'elles viennent"* précise Breteau dans sa conférence de presse.

Non, il ne s'agit pas de prendre des mesures contre le *"minoritaire"* officiel Lebrun, secrétaire de la C.G.T., qui se félicite, dans *"Notre République"* du 7/2/64 des résultats du Plan de stabilisation, *"le ralentissement indéniable de la hausse des prix est on soi une bonne chose"*, et qui souligne *"l'hommage qui doit être rendu à la lucidité, au courage intellectuel de Francis Bloch-Lainé".*

C'est à d'autres minoritaires, de la C.G.T. et d'ailleurs, les syndicalistes révolutionnaires, que s'adresse la menace de Breteau. Les événements qui viennent de se dérouler à NANTES on font foi.

LA C.G.T. EXCLUT 18 MILITANTS NANTAIS

A NANTES existe un Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière (C.L.A.D.O.) regroupant les syndicalistes révolutionnaires de toutes tendances militants à la C.G.T., à F.O. ou à la F.E.N.

On comprendra que les responsables locaux de la C.G.T. et de la C.F.T.C. ne tiennent pas particulièrement en honneur de sainteté ce regroupement qu'ils dénomment shématiquement *"la bande à Hébert".*

Les tracts et autres attaques de la C.G.T. contre Hébert ne peuvent être d'une grande efficacité, quand ils ne contribuent pas, paradoxalement, à renforcer son crédit près des ouvriers.

Par contre, l'appareil de la C.G.T. n'hésite pas à mettre de l'ordre dans ses propres rangs.

Les démêlés des camarades révolutionnaires militants à la section C.G.T. de l'usine *"Sud-Aviation"* ne datent pas d'hier (voir n° 22 de l'Anarcho-Syndicaliste - juin 62).

Aujourd'hui, l'appareil de la C.G.T. ne peut tolérer qu'à l'intérieur de ses syndicats, des militants se permettent d'analyser sa politique et de dire la vérité.

Voici les faits: dans l'organe du syndicat C.G.T. de Sud-Aviation, *"Mach Boum"* du 11 Mars 64, sept militants syndicalistes révolutionnaires sont attaqués.

On leur reproche notamment d'avoir *"dénigré l'organisation on signant, avec d'autres ouvriers, l'appel pour l'organisation d'une action générale interprofessionnelle apportant la solidarité active des travailleurs nantais"* aux traminots en grève depuis un mois.

On leur reproche d'avoir diffusé un texte, le 30 Janvier, intitulé *"Contre la division"*, où, en réplique au tract calomnieux de l'U.D.-C.G.T. contre Hébert, ils proposaient *"aux U.D.-C.G.T., F.O., C.F.T.C.qu'elles organisent une réunion publique où elles pourraient devant les travailleurs confronter leurs points de vue respectifs sur le récent mouvement des traminots".*

On leur reproche leur *"aventurisme"* parce qu'à la tribune de la conférence des Métaux à NANTES le

7 Mars, ils ont réclamé une action *"tous ensemble, au même moment, au même jour".*

On leur reproche d'avoir distribué *"L'appel des Travailleurs de NANTES"*. On leur reproche, bien sûr, de *"prendre leurs consignes"* près du secrétaire de l'U.D. F.O., et aussi de vendre le journal *"Informations Ouvrières"* dont on insinue qu'il est payé par les patrons!

Point par point, nos camarades ont répondu. Mais la parution de leur réponse dans *"Mach Boum"* leur fut refusée en ces termes: *"Mach Boum"* est l'organe de la majorité.

Le 19 mars nos camarades publiaient donc leur réponse dans un tract qu'ils terminaient ainsi: *"Travailleurs de Sud-Aviation, militants du P.C.F., durant 30 ans Staline a calomnié et massacré les militants révolutionnaires bolchévicks par milliers. Thorez, Duclos et d'autres dénonçaient ces militants comme facistes, agents des trusts. Brusquement en 1956 Kroutchev a dénoncé les crimes du "culte de la personnalité". Les calomniateurs, complices de Staline ont suivi Kroutchev. N'acceptez pas le retour de telles méthodes..."*

Le 21 Mars a lieu une *"assemblée de militants C.G.T."* de Sud-Aviation. Un secrétaire de l'U.D.-C.G.T., Prampart, dirige la séance; sa brève intervention se résume à ceci: *"Je suis délégué par le Bureau Confédéral pour vous annoncer que les 7 militants dont les noms suivent sont exclus de la C.G.T."* C'est tout. Pas de texte, pas de vote.

Les exclus demandent à s'expliquer, *"pas question, leur est-il répondu, puisque vous ne faites plus partie de la C.G.T."*. Onze ouvriers se solidarisent avec nos camarades et se considèrent par conséquent exclus.

Il n'est point nécessaire d'épiloguer. Informer c'est conclure!

Nous signalons la réédition du fameux LISSAGARAY ("Histoire de la Commune de 1871") 27 F. en souscription, aux Editions de Delphes, 28, rue Trévise PARIS 9°. C.C.P.: 11.075.39 PARIS.

"REVOLTES" dont la vente vient d'être interdite dans les groupes de la F.U.A.J. par le Comité Directeur, dont l'équipe de rédaction fait partie des exclus, nous demande de l'aider. Il importe à tous les révolutionnaires que "Révoltes" continue.
Souscription partipation ..... 15 F. Abonnement (5 n°)..... 9 F.
à Maurice SEDES, 144, rue de Flandre PARIS 19ème C.C.P. 7860.71 PARIS

LES TRAVAILLEURS DE NANTES AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

(Ce texte, adopté par les syndicalistes révolutionnaires de Nantes, a été diffusé en tracts.)

70.000 travailleurs, ouvriers, étudiants, employés, enseignants et paysans ont manifesté à Nantes contre la misère et le chômage.

L'hymne des travailleurs, "L'INTERNATIONALE", chanté par les manifestants, a scellé avec éclat l'alliance qui pourrait être invincible, des ouvriers et des paysans, contre le capitalisme, son état, et son gouvernement.

Nous, travailleurs de Nantes, syndiqués de toutes tendances et inorganisés nous sommes réunis après la manifestation pour étudier et définir les solutions propres à la défense des intérêts de la classe ouvrière. Nous le déclarons nettement :

- Les licenciements en Loire-Atlantique sont décidés par le patronat et le gouvernement pour reconstituer l'armée de réserve indispensable des chômeurs, en vue de faire pression, par la misère des sans-travail, sur les salaires et traitements de ceux et celles qui continuent à travailler, pour abaisser le pouvoir d'achat de tous.

- Aucun secteur du salariat ne sera épargné. Aujourd'hui les industries soi-disant condamnées par l'évolution des techniques: les Chantiers navals, les mines de fer et de charbon sont touchés, mais dans les industries dites modernes on opère également des licenciements électronique chez BULL, aux établissements NEYRPIC à Grenoble.

Demain ce sera Renault à Billancourt, Berliet à Lyon, comme hier chez Simca à Poissy.

L'automation est mise en place par le capitalisme pour économiser sur les salaires et augmenter les profits. Demain, les employés de la Sécurité Sociale, des Banques, les fonctionnaires, le métro-bus, etc...connaîtront le chômage; la jeunesse pour une large partie ne trouvera plus d'emploi. Déjà la *"Réforme de l'enseignement"* de GAULL E-FOUCHET est étudiée pour diriger les filles et fils d'ouvriers, d'employés, de paysans vers des travaux subalternes et sans qualification qu' imposera l'automation.

Travailleurs de France,

nous sommes tous à même de savoir par expérience, que dans le système capitaliste, le progrès technique ne vise pas à libérer l'homme, mais à l'asservir; à accroître la productivité par le rendement. Le régime de la propriété privée des grands moyens de production ne connaît qu'une loi: le profit.

Nous sommes tous à même de juger ce que nous a apporté la collaboration de classes, avec le patronat et l'Etat, dans les organismes techniques et économiques.

C'est un fait.

C'est le président au Conseil Supérieur du Plan, qui a préparé avec le ministre des finances, le Plan dit *"de stabilisation".* C'est dans le cadre des organismes du plan, des Comités d'Expansion Régionaux, que les mesures de chômage ont été, sont et seront prises.

ON NE PEUT PAS MARIER L'EAU ET LE FEU

On ne peut d'un coté participer à ces organismes anti-ouvriers, édifiés pour étrangler les travailleurs et leurs familles, et de l'autre, prétendre défendre les intérêts de la classe ouvrière.

Les centrales syndicales doivent comprendre que la première condition pour organiser une lutte efficace contre le patronat et son état, est qu'il faut prendre des options claires:
- Retrait des syndicats du Conseil Supérieur du Plan,
- Retrait des syndicats des "Comités d'Expansion économiques",
- Rejet du rapport Toutée qui vise à opposer les différentes catégories de travailleurs du secteur public et qui remet en cause le principe du salaire normal.

Il faut cesser de désorganiser le front de lutte des travailleurs. Les revendications qui doivent être arrachées par l'action de classes sont connues de tous:
- Contre le chômage: échelle mobile des heures de travail et pour commencer, retour immédiat aux 40 heures sans diminution de salaire;
- En finir avec ces mutations par lesquelles les patrons obligent les travailleurs qualifiés à accepter par crainte d'être renvoyés des postes de travail où ils gagnent moins. Garantie du salaire de qualification;
- Contre la productivité et le rendement, les travailleurs exigent que dans le salaire horaire soient intégrées toutes les primes.

Ces revendications, chaque travailleur veut les imposer, mais la question la plus importante est

encore de déterminer comment elles seront imposées.

TRAVAILLEURS DE FRANCE, avec nous, travailleurs de Nantes, vous condamnez *"les grèves courtes et répétées",* les grèves tournantes en un mot; un atelier ici débraye, une équipe là, un autre atelier, puis une autre équipe, une catégorie puis une autre ici; les étudiants isolés manifestent; jamais tous ensemble.

Lorsque les mineurs ont par leur héroïque gève, durant un mois, défié le pouvoir de DE GLIULLE, toutes les centrales syndicales se sont opposées à l'aspiration générale qui montait de la base: *Tous ensemble avec les mineurs.*

Le bilan de cette tactique qui divise, fractionne, atomise la solidarité de classe:
- C'est la loi anti-grève contre les fonctionnaires et les services publics qui a été officiellement motivée par les grèves surprises déclenchées à la R.A.T.P. en juin 1963.
- Ce sont les bas salaires et une échelle de salaires totalement injustifié.

A Nantes, aux Ets Brissonncau le P.3 gagne 3,95 F de l'heure. Dans la région parisienne chez Electrolux le P.3 touche 5,55F de l'heure.

A Nantes, chez Sud-Aviation, le P.3 est payé 4,09 F de l'heure. Dans la région parisienne, aux Ets Gury Sefana le P.3 gagne de 5,16 à 5,56 de l'heure.

A Nantes, aux chantiers navals (A.C.N.) le P.3 est payé 3,77 F.

Pour les autres catégories la situation est identique.

Tel est le bilan des grèves tournantes menées sur la tactique: *"D'abord arrachons ici quelque chose; ensuite, ailleurs, nous lutterons pour obtenir la même chose"*. C'est le contraire qui se passe. L'émiettement des luttes aboutit, en brisant les liens de la solidarité entre les travailleurs et les catégories, à ces injustices criantes et à la baisse du pouvoir d'achat de tous.

CLASSE CONTRE CLASSE

Travailleurs de France, sachez qu'à Nantes nous nous sommes opposés à la constitution d'un soi-disant *"Comité de défense"* avec les patrons, les curés et les députés.

Nous l'affirmons hautement, nous n'avons aucune confiance en Messieurs Legrand, conseiller général M.R.P., Sanbron, maire réactionnaire, Tissot, président de la Chambre de Commerce et autres représentants de la bourgeoisie locale, qui participent au Comité *"bidon"* de la défense le l'emploi des travailleurs nazairiens.

ON NE MARIE PAS L'EAU AVEC LE FEU

On ne peut prétendre lutter contre le chômage en s'alliant avec certains patrons et leurs représentants contre d'autres patrons et d'autres représentants de patrons.

Le chômage n'a qu'une seule cause: le capitalisme. Il n'y a pas de bons ou de mauvais patrons: il n'y a que des exploiteurs à la recherche exclusive de profits.

Seuls les travailleurs et leurs organisations syndicales peuvent et doivent défendre les travailleurs.

POUR L'UNITE D'ACTION DE CLASSE, POUR LA PREPARATION D'UN COMBAT D'ENSEMBLE

Pour combattre, il faut réaliser l'unité d'action. Mais sur une tactique efficace.

L'unité pour l'action suppose, répétons-le, que soient condamnées et abandonnées les grèves tournantes qui divisent, fractionnent, atomisent le front de lutte des travailleurs.

Il existe différentes centrales ouvrières, cela veut dire que pour réaliser l'unité d'action, aucune d'entre elles ne peut imposer unilatéralement son point de vue. Cela implique qu'à tous les niveaux des centrales: Bureaux confédéraux, Fédérations, Unions départementales, Unions locales, syndicats et sections syndicales, les militants doivent se rencontrer pour se mettre d'accord, en vue de préparer la lutte d'ensemble.

LES TRAVAILLEURS DOIVENT DECIDER EUX-MEMES

Le problème à résoudre devrait être simple, pourtant il ne l'est pas:
- Les organisations syndicales devraient diriger la lutte d'ensemble, mais au niveau des Centrales, aucun bureau confédéral n'est partisan de s'engager dans une telle action,
- Les organisations syndicales devraient diriger la lutte contre le régime capitaliste, mais TOUTES participent aux différents organismes (Plan, etc) où le patronat et son état préparent les mauvais coups contre la classe ouvrière.

Travailleurs, syndiqués de toutes tendances, c'est à nous d'imposer, de contrôler de surveiller le comportement de nos dirigeants.

ORGANISONS-NOUS, DISCUTONS ENSEMBLEE, IMPOSONS NOS DECISIONS.

Les organisations doivent être au service des travailleurs.

POUR L ' UNITE DU FRONT DE CLASSE.
CONTRE LA MISERE ET LE CHOMAGE .
POUR LE CONTROLE DES TRAVAILLEURS SUR LES ORGANISATIONS.

Travailleurs de France, à Nantes 70.000 ouvriers et paysans ont manifesté.

A PARIS, LYON, CLERMONT, LILLE, MARSEILLE, DES CENTAINES DE MILLIERS DOIVENT SUIVRE LEUR EXEMPLE .

Suite à l'article sur la F.U.A.J. paru dans le N° 35 de l'Anarcho-Syndicaliste et à la critique qui en fut faite dans le N° 98 du Monde Libertaire, nous avons reçu d'un militant du M.I.A.J. une lettre dont nous publions de larges extraits.

St ETIENNE, le 16-2-64,

A PROPOS DE L'ARTICLE *ANARCHIE, AJISME ET SYNDICALISME* DE J. LEFEVRE PARU DANS LE MONDE LIBERTAIRE N° 98

Sans vouloir ouvrir une polémique au sujet de l'Ajisme, il me semble opportun d'y apporter quelques autres précisions ou mises au point. On peut supposer d'après l'article, que J. LEFEVRE a surtout connu l'ajisme à son apogée de 45 à 48 et fasse l'éloge de la tournure qu'il a prise à cette époque. Ce qui n'est nullement contestable. Cependant, depuis 10 ans il en est tout autrement. Quand on prétend faire un exposé sur le fond en ce qui concerne l'Ajisme, le prendre dans son contenu historique, c'est une chose, en analyser la marche et la dégradation permanente (depuis ce qui fut un mouvement de

jeunes jusqu'à l'organisation technique actuelle) en est une autre qui n'est pas négligeable non plus.

De 1946 à 1950 on n'admettait les nouveaux qu'en passant par les groupes (périodes fastes de l'Ajisme, c'est le M.L.A.J.). Des Ministres inquiétés par cette jeunesse libre (environ 20.000 adhérents dans les groupes qui comme chacun le sait sont des foyers de fermentation des idées), Maurice entre autres ont fait pression (en accord avec certains militants des comités directeurs pour centraliser, prétextant unifier les divers courants d'alors (techniques U.F.A.J. et Mouvement M.L.A.J.) pour octroyer des subventions afin d'implanter un réseau d'A.J. correcte (ce fut la lutte contre les soi-disant cabanes à lapin, le retrait de la gestion, contrôlée par le département).

Comme on s'en doute après quelques années de ce régime un grand nombre de groupes était décimé du moins en province. Lyon, de 14 groupes avant la F.N.A.J. se ramenait à 2 groupes dont un M.I.A.J., un F.N.A.J.; à St ETIENNE de 5 groupes il en restait UN qui ne s'intéressait pas aux A.J. Enfin après plusieurs essais infructueux on réussit en 56 ou 57 à former la F.U.A.J. qui groupe l'U.F.A.J. organisme technique géré par les communistes, la L.F.A.J. organisme catholique des A.J. et la F.N.A.J. C'était la première fois parait-il qu'on réussissait une pareille opération, du jamais vu, on allait pouvoir solliciter et obtenir des crédits en grand pour construire un réseau cohérent duquel on n'aurait pas à rougir, à l'image de l'Allemagne souvent citée à titre d'exemple à la F.U.A.J. (réseau construit sous Hitler, à usage pro-militaire, et pas par les groupes bien entendu).

Pendant ce temps des groupes survivaient, bien que des groupes cohérents soient passés au M.I.A.J. dès sa formation. Comme il existe toujours un brassage de jeunes, il s'est formé à nouveau un courant ajiste puisque malgré les changements des Comités Directeurs on admettait toujours les principes ajistes cités par LEFEVRE, avec des nuances dans l'interprétation de la gestion et des activités. C'est ainsi qu'il arriva que la décadence du militantisme de base provoquée et l'élimination de toute base idéologique devint l'arme des centralistes. On ramena à de simples souvenirs folkloriques les principes de gestion directe et d'autogestion des loisirs. C'était là des méthodes dépassées de l'après-guerre, à la jeunesse d'aujourd'hui il fallait de la moto, de la télé. On opposait aux groupes, les clubs formule diffusée à grand tapage par la presse et les congrès F.U.A.J, clubs fondés sur l'irresponsabilité, où l'on amenait par le truchement de techniciens appropriés de la culture prédigérée. On causait au nom de la culture avec un grand C. A nouveau, parrallèlement, on structurait le réseau d' A.J. avec l'appui des pouvoirs publics et selon les modalités prévues par ces derniers. Il existait bien des comités de gestion, là où il pouvait s'en trouver, auxquels force était de faire passer toutes les clauses administratives, sans réprobation aucune. Dans un tel climat on comprend qu'un groupe qui milite se trouve contrarié entre les principes Ajistes et l'application qu'il peut en faire au sein de la fédération et ceci au point ou son existence au sein de la F.U.A.J. dévient très vite invivable.

Peut-on ignorer aujourd'hui le plan d'intégration des Mouvements de jeunesse par l'état gaulliste, qui est chose faite pour la F.U.A.J. comme pour un certain nombre d'autres mouvements (introduction de commissaires de la direction de la jeunesse et des sports au sein des organismes directeurs lesquels commissaires disposent de la manne, suivant la bonne obéissance de ces mouvements).

On sait aux dernières nouvelles que la F.U.A.J. continue ses projets d'aménagement de réseau. Ce qui a présidé aux exclusions récemment prononcées, sur un certain nombre de militants Ajistes dont quelques trotskystes. On sait que *Révoltes*, leur publication bimensuelle, qu'on peut qualifier d'Ajiste bien qu'on ne soit pas forcément d'accord sur tout, s'est trouvée à plusieurs reprises sur le bureau d'Erzog; ce qui parait-il a fait mauvais effet. Si cela avait été *Regain* (organe du M.I.A.J.) l'opération aurait été un coup d'épée dans l'eau car on sait que le M.I.A.J. ne sollicite pas de subventions à l'état. Mais à la F.U.A.J. ceci a pu justifier jusqu'aux procédés d'exclusion policiers (avec de vrais flics). On pense quand même que pour passer outre le procédé, pour un mouvement a principes libertaires, le copain LEFEVRE veut faire de l'anti 4ème internationale à tout crin.

La F.U.A.J. n'entretenant pas une tribune intergroupes et pour cause, on comprend qu'à brève échéance les groupes en viennent à s'ignorer, et on cause de *Mouvement Ajiste*. La F.U.A.J. déclarait récemment 25.000 adhérents, c'est à dire de jeunes qui possèdent une carte et reçoivent une presse absolument neutre, simple accessoire de Tourisme (jeunes des Auberges) pour respecter les tendances en présence, pas question que la presse reflète une influence libertaire. Quand aux groupes, on peut

estimer empiriquement à 1200 ceux qui en faisaient partie (on ne connait les groupes, à part nos proches, que quand ils se font vider de la F.U.A.J.) jusqu'en automne dernier. Depuis, la région Parisienne, la Sarthe, la Loire Atlantique, le Calvados, en tant que départements ont été suspendus de leur agrément, ce qui signifie que 30 groupes environ ont été suspendus de leur agrément parmi lesquels se trouvaient 16 membres exclus, motif: noyautage politique de la F.U.A.J., 4 ou 5 d'entre eux éditaient la revue *Révoltes* citée plus haut et représentaient l'élément troskyste cité par LEFEVRE. Les autres, pour la plupart, simples militants Ajistes attachés aux principes Ajistes. Des groupes ainsi suspendus, un bon nombre, se sont dissouts. Les plus cohérents, liés par les activités et l'amitié, sont restés avec leurs militants exclus en dehors de la F.U.A.J. Il en existe 8 à Paris, au moins 1 à NANTES, 1 à CHERBOURG et 1 au MANS.

On sait combien la F.U.A.J. critique le M.I.A.J. avec virulence. Il suffit de faire allusion à l'existence du M.I.A.J. dans un congrès ou de recevoir des MAJISTES dans un relais F.U.A.J. pour entendre de vives réprobations qui surprennent à priori mais qui sont révélatrices. Un autre aspect du problème c'est que la F.U.A.J. est une administration et se veut être un mouvement de jeunes en mène temps qu'organisme technique de gestion directe ou presque, en plus elle se trouve contrôlé par l'état. Il y a là un certain nombre de choses qui ne collent pas bien et il faut peut être y vivre quelque temps en militant de base pour s'en rendre compte. Je ne relève pas complétement tous les aspects des arguments défendus par J. LEFEVRE dans son article, tels la participation des Anars à la F.U.A.J., le détournement du M.I.A.J. par les trotskystes (il leur faudrait manger de la soupe), la défense du réseau d'A.J. construit en grande partie par nous (??)...

J. LEFEVRE semble ne pas vouloir comprendre que l'Ajisme est à un nouveau tournant. Qu'il y a probablement quelques groupes qui passeront au M.I.A.J., mais que les autres, la plupart, n'y tiennent pas. Le M.I.A.J. aussi a évolué, en sens contraire à la F.U.A.J., en groupes affinitaires, comme dit LEFEVRE, mais pas pour tous les groupes. Le groupe de ST ETIENNE adhère aussi au M.I.A.J. sans être groupe affinitaire, simple groupe Ajiste avec quelques anarchisants. Pour la plupart des copains, le M.I.A.J. est trop loin d'eux. Ceci est vrai aussi pour un grand nombre d'Ajistes des groupes qui se trouvent aujourd'hui éliminés de la F.U.A.J. On ne sait vers qu'elle forme ils vont organiser à nouveau l'Ajisme (12 groupes; ce ne sont pas quelques gars, comme dit LEFEVRE, on sait que numériquement un groupe F.U.A.J. représente en moyenne 20 à 30 gars) et eux seuls peuvent le faire, ils seront au moins obligés d'entretenir des rapports avec le M.I.A.J. pour son réseau d'A.J. En dehors de cela ils ont besoin d'un mouvement qui soit Ajiste et jeune, et peuvent être le flambeau d'un nouvel élan de l'Ajisme comme ils peuvent s'égayer dans le nature s'ils ne sont pas soutenus dans leur entreprise.

Nous déplorons qu'en la circonstance le Monde Libertaire se soit fait le porte parole d'une organisation centraliste et bureaucratique, véritable copie de l'état, tout simplement parce que des Anars y adhérent.

LOUIS SARAZIN
(Article mis au point en accord avec le groupe de St CHAMARD)

Pour toute correspondance, s'adresser à:

Michel GATINEAU 107, rue Jean-Jaurès
SAINT FLORENT - NIORT (Deux Sèvres)
C.C.P. : 2493.81 NANTES

Abonnement: 5.00 F. les 10 Numéros
Abonnement de soutien: 10.00 F.